



## **Ville de Marseille - Mairie de Marseille**

DGAVTL-DS (51504)

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Activités sportives de découverte - Coaching  
2022 - 18 Lots**

**Numéro de la consultation :** 2021\_51502\_0026

**Procédure de passation :** Procédure adaptée

**Date de notification :**

## Sommaire

<b>Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	4
1.2 Procédure.....	4
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	5
1.3.1 Décomposition en lots.....	5
1.3.2 Décomposition en tranches.....	6
1.3.3 Décomposition en postes.....	6
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	6
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	6
1.6 Date d'effet du marché.....	6
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	6
<b>Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
3.1 Délais.....	7
3.2 Emission des bons de commande.....	8
<b>Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
5.1 Transport et Emballages.....	8
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	8
<b>Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - ADMISSION.....</b>	<b>9</b>
7.1 Vérifications.....	9
7.2 Admission.....	9
<b>Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....</b>	<b>9</b>
8.1 Durée de garantie.....	9
8.2 Point de départ de la garantie.....	9
<b>Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>10</b>

10.1	Nature du prix.....	10
10.2	Variations de prix.....	10
10.3	Disparition d'indice.....	10
<b>Article 11 - AVANCE.....</b>		<b>10</b>
11.1	Régime de l'avance.....	10
11.2	Dispositions complémentaires.....	10
<b>Article 12 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....</b>		<b>10</b>
<b>Article 13 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>		<b>11</b>
13.1	Délais de paiements.....	11
13.2	Intérêts moratoires.....	11
13.3	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	11
13.4	Présentation des demandes de paiement.....	12
13.5	Dématérialisation des factures.....	12
<b>Article 14 - PENALITES.....</b>		<b>13</b>
14.1	Pénalités de retard.....	13
14.2	Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	13
14.3	Autres pénalités.....	13
<b>Article 15 - RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>		<b>14</b>
<b>Article 16 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....</b>		<b>14</b>
16.1	Les contraintes réglementaires.....	14
16.1.1	Le RGS.....	14
16.1.2	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	14
16.1.3	Le Code du Patrimoine.....	14
16.2	Les clauses générales de confidentialité.....	15
16.3	Les contrôles.....	15
16.4	Phase de réversibilité.....	16
<b>Article 17 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>		<b>16</b>
<b>Article 18 - LOI APPLICABLE.....</b>		<b>16</b>
<b>Article 19 - CONFORMITE AUX NORMES.....</b>		<b>16</b>
<b>Article 20 - ASSURANCES.....</b>		<b>17</b>
<b>Article 21 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>		<b>17</b>

## **Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE**

### **1.1 Intitulé et Objet des prestations**

---

Intitulé de la consultation :

Activités sportives de découverte - Coaching 2022 - 18 Lots

La présente consultation a pour objet : Prestations de service pour la réalisation d'activités sportives de découverte dans le cadre du dispositif "Coach Bien-Être" de la Ville de Marseille pour l'année 2022.

### **1.2 Procédure**

---

La procédure de passation est la suivante :

MARCHES PUBLICS DE SERVICES SOCIAUX ET AUTRES SERVICES SPECIFIQUES

- selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-3°, R2123-4-5-7 du Code de la commande publique.

## 1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

### 1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Cross Fitness
2	Fitness Doux
3	Pilâtes
4	Street Work Out
5	Yoga
6	Aquagym
7	Marche aquatique côtière - Longe côte
8	Cardio Boxe
9	Eco Urban Training
10	Fitness avec baguettes dynamiques
11	Gym Suédoise
12	Hula Hoop Fitness
13	Marche Nordique
14	Qi Gong
15	Taï-Chi Chuan
16	Zumba
17	Kayak
18	Stand Up Paddle

### **1.3.2 Décomposition en tranches**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

### **1.3.3 Décomposition en postes**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

## **1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles**

---

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

## **1.5 Accord-cadre à bons de commande**

---

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Les valeurs données ci-après sont données sur toute la durée du marché :

Pour les lots 1 à 5, pour chacun des lots :

- **Minimum : 20 séances**
- **Maximum : 70 séances**

Pour les lots 6 et 7, pour chacun des lots :

- **Minimum : 20 séances**
- **Maximum : 50 séances**

Pour les lots 8 à 18, pour chacun des lots :

- **Minimum : 10 séances**
- **Maximum : 30 séances**

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## **1.6 Date d'effet du marché**

---

Pour chacun des lots, la date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

## **1.7 Durée du marché - Période de validité**

---

La durée du marché se définit comme suit :

- Lot 1 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 2 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 3 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 4 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 5 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 6 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 7 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 8 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 9 : 8 mois à compter de la date de notification.
- Lot 10 : 8 mois à compter de la date de notification.

Lot 11 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 12 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 13 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 14 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 15 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 16 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 17 : 8 mois à compter de la date de notification.  
Lot 18 : 8 mois à compter de la date de notification.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de **3** mois après la date d'expiration du marché.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## **Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après :
- Le Bordereau de prix unitaires
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021
- le Mémoire technique

## **Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION**

### **3.1 Délais**

La programmation indicative des séances sera établie à raison d'une moyenne de deux séances par semaine, du mois de mai au mois de septembre 2022, sans jamais excéder quatre séances au cours d'une même semaine.

Les horaires, jours et lieux d'exécution des prestations seront déterminés durant le premier trimestre 2022 pour une communication au titulaire et une mise en application théorique à partir de mai 2022, accompagnant le bon de commande correspondant à cette période.

Un projet de programmation sera transmis au titulaire au plus tard un mois avant l'émission du bon de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de l'envoi du projet pour valider ou proposer d'amender ce projet de programmation.

Les propositions du titulaire pourront être acceptées, partiellement ou dans leur intégralité, ou rejetées.

Passé ce délai, le projet devient programmation définitive. Celle-ci accompagnera le bon de commande qui sera communiqué au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations.

### **3.2 Emission des bons de commande**

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,
- La désignation de la prestation à effectuer
- La quantité commandée,
- Le lieu d'exécution,
- Le délai d'exécution,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

La personne habilitée à signer les bons de commande est le Chef du Service Animations Sportives ou son représentant.

Les bons de commande seront notifiés par courrier, mail (avec accusé de réception) ou remis en main propre.

Lorsque les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier électronique, le titulaire est réputé les avoir reçus, au plus tard, dans un délai d'un jour ouvré suivant la date d'envoi.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

## **Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES**

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.  
Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## **Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION**

### **5.1 Transport et Emballages**

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

### **5.2 Lieux d'exécution ou de livraison**

Les lieux d'exécution sont précisés dans la programmation définitive annexée aux bons de commande.



A titre indicatif, les activités pourront être programmées sur l'ensemble du territoire de la commune de Marseille, dans les espaces verts ou espaces ouverts au public.

A titre d'exemple, une activité peut être programmée sur les plages balnéaires du Prado (8e arrondissement) et sur le Parc Athéna (13e arrondissement), la même semaine.

Egalement, de manière ponctuelle, des activités pourront être programmées sur des dispositifs exceptionnels de la Ville de Marseille ("La Voie est Libre", Foire de Marseille, notamment). Ces séances se dérouleront dans les mêmes conditions que celles prévues dans le cadre du présent marché.

## **Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

## **Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION**

### **7.1 Vérifications**

Les vérifications et les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G./F.C.S. L'article 27.3 du C.C.A.G./F.C.S. ne s'applique pas.

### **7.2 Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

## **Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE**

### **8.1 Durée de garantie**

Les prestations font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

### **8.2 Point de départ de la garantie**

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

## **Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS**

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 37 du CCAG FCS.  
Il n'est pas prévu de disposition particulière.

## **Article 10 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **10.1 Nature du prix**

Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

### **10.2 Variations de prix**

Par dérogation à l'article 10 du CCAG, les prix du marché sont réputés avoir été établis le mois de la date limite de remise des offres, dénommé mois zéro.

Les prix sont fermes.

### **10.3 Disparition d'indice**

Les prix étant fermes, il n'y a pas lieu de prévoir la disparition d'indice.

## **Article 11 - AVANCE**

### **11.1 Régime de l'avance**

Pour chacun des lots, s'agissant de marchés de moins de 50 000 € HT, aucune avance n'est prévue.

### **11.2 Dispositions complémentaires**

S'agissant des marchés de moins de 50 000 € HT, aucune avance n'étant prévue, il n'est pas nécessaire de prévoir de dispositions complémentaires.

## **Article 12 - MODALITÉS DE REGLEMENT**

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

## **Article 13 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **13.1 Délais de paiements**

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **13.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

### **13.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après :

Ville de Marseille - Direction des Sports  
9, rue Paul Brutus - Îlot Allar  
13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est compté dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

### 13.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

Ville de Marseille - Direction des Sports

9, rue Paul Brutus - Îlot Allar

13 233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

### 13.5 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé. **A titre indicatif, le SIRET principal de la Ville de Marseille est le suivant : 211 300 553 00016.**

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

## **Article 14 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités prévues au présent marché seront appliquées dès le premier euro.

Toutefois, pour l'ensemble des pénalités prévues, le montant total des pénalité ne peut dépasser le montant total du bon de commande.

### **14.1 Pénalités de retard**

#### **Retard de démarrage de l'activité**

En cas de non respect des horaires prévus pour le démarrage de l'activité, imputable au titulaire, entraînant un retard de moins de 20 minutes dans le démarrage de l'activité, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 30€ par retard constaté.

Au delà de 20 minutes de retard sur l'horaire prévu de démarrage de l'activité, celle-ci sera alors considérée comme non exécutée et le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité visée à l'article 14.3 du présent CCAP.

#### **Retard dans la transmission des cartes professionnelles et diplômes des intervenants**

En cas de retard imputable au titulaire dans la transmission des cartes professionnelles et diplômes des intervenants, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 50€ par jour de retard.

### **14.2 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail**

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

### **14.3 Autres pénalités**

#### **Non exécution de l'activité**

En cas d'absence du personnel ou défaillance, imputable au titulaire, entraînant la non exécution de l'activité, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité égale à 20% du montant total du bon de commande par manquement constaté.

Le montant de la pénalité pourra être ramené à 5% du montant total du bon de commande dans le cas où le service Animations Sportives a été prévenu au minimum 6 heures avant l'horaire prévu de démarrage de l'activité.

#### **Défaut de relevé des présences**

En cas de défaut de relevé des présences dans les conditions prévues au CCTP, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 20€ par défaut de relevé.

## Article 15 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

## Article 16 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES

### 16.1 Les contraintes réglementaires

#### 16.1.1 Le RGS

Le décret **RGS** (*Référentiel Général de Sécurité*), pris en application de l'**ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

#### 16.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données et Politique de sécurité » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

#### 16.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'**article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## 16.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

**Les données** contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

**La société** prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

## 16.3 Les contrôles

**La Ville de Marseille** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**La Ville de Marseille** pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **16.4 Phase de réversibilité**

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

### **Article 17 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS**

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

### **Article 18 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

### **Article 19 - CONFORMITE AUX NORMES**

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.



## Article 20 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article 21 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2	4.1	Documents contractuels
7.1	27.3	Vérifications
10.2	10	Variation des prix
14	14.1.3	Pénalités